



Signal important pour la place économique suisse

Le peuple suisse ne veut pas d'un nouvel impôt sur les successions au niveau fédéral. Il a refusé nettement, dans les urnes, l'initiative y relative. economiesuisse s'en félicite. Les Suisses s'expriment ainsi en faveur de PME fortes et de transmissions d'entreprise sûres.

Les citoyens ne se sont pas laissé tromper par l'écran de fumée d'une contribution en faveur de l'AVS. Ils ont refusé nettement le nouvel impôt fédéral sur les successions proposé. « Les citoyens ont vu que l'initiative comportait de nombreux défauts de conception, qu'elle aurait alourdi la charge fiscale et augmenté l'insécurité juridique pour les entreprises familiales » a déclaré Monika Rühl, présidente de la direction d'economiesuisse. L'imposition rétroactive des donations depuis 2012, les inconnues liées aux franchises et aux réductions de taux pour les petites et moyennes entreprises familiales, ainsi que l'obligation faite aux héritiers de poursuivre l'exploitation pendant dix ans, auraient pesé lourdement sur l'économie jusqu'à la mise en œuvre définitive de l'initiative.

« Au vu de l'évolution récente, l'attrait de la place économique et la compétitivité internationale de la Suisse risquent de diminuer sensiblement », a souligné Heinz Karrer, président d'economiesuisse. « De nouvelles charges et une insécurité juridique accrue auraient été une forme de poison pour nos entreprises. » Le résultat réjouissant du scrutin permet à l'économie et à la politique de faire face

aux défis actuels.

La réforme de la prévoyance vieillesse est l'un d'eux. Les auteurs de l'initiative avaient certes identifié le besoin de financement de l'AVS, mais proposé une solution inadéquate. La situation actuelle appelle des réformes structurelles. Dans ce sens, economiesuisse et l'Union patronale suisse ont déjà présenté une proposition de solution équilibrée, qui combine notamment une harmonisation de l'âge de la retraite et une hausse modérée de la TVA. En outre, le Parlement a entamé ses délibérations sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020. economiesuisse rejette en revanche la coûteuse extension des prestations réclamée par l'initiative AVSplus.